

Maîtrise ta vie - Combattons la précarisation

Aimeriez-vous travailler 65 heures par semaines et jusqu'à l'âge de 70 ans ?

Ou bien souhaitez-vous avoir une vie meilleure, un travail stable et un salaire décent ?

Les gouvernements de droite ou socio-libéraux, les autorités de l'Union Européenne, les marchés financiers et les entreprises multinationales vous "offrent" le premier choix. Nous proposons de nous battre ensemble pour le second.

Notre présent devient étouffant. Qu'en est-il de notre futur ? Précaire. La précarité n'est pas une exception, mais c'est la condition de vie de millions d'hommes, de femmes, de jeunes qui n'envisagent aucun avenir pour lequel il vaut le coup de vivre, et qui font face à un quotidien incertain. Etre précaire est le résultat des politiques néolibérales. C'est un nouveau système de domination basé sur l'insécurité et le futur incertain : travaille vite et beaucoup, seulement quand on le demande, seulement quelques jours par mois. Ou travaille sans arrêt, nuits et jours, vite, de plus en plus vite, et plus... et pour un salaire toujours plus insuffisant : travaille et sois pauvre.

Les femmes sont les premières victimes de la précarité. A cause des spécificités de leur vie professionnelle : interruption due à la grossesse et obligation de s'occuper des enfants encore insuffisamment partagée, des salaires inférieurs, des emplois à temps partiel, des difficultés à trouver un travail après 50 ans, et pour finir, une réduction substantielle des pensions.

Ne vous demandez pas si vous êtes capables de résister !

Demandez-vous plutôt comment sortir de la précarisation. Exigeons une vie meilleure.

Exigeons

- Des salaires minimum garantis dans toute l'Europe qui rendent possible d'avoir une vie digne, de participer à la vie sociale et culturelle, et de sortir du travail illégal ou précaire. Travail égal, salaire égal. Accès à un emploi à temps complet pour tout le monde.
- Des emplois stables, correctement payés dans des lieux de travail sûrs. Avec des garanties sociales complètes, des droits syndicaux et démocratiques sur les lieux de travail.
- Des négociations collectives, une réduction du temps de travail légal avec embauche compensatoire, et des pensions décentes garanties pour tous.
- Un enseignement émancipateur, public et gratuit, de bonne qualité, à tous les niveaux ; des diplômes et des certificats conduisant à une haute qualification technique ou scientifique et un accès à la vie professionnelle.
- Un accès libre et un soutien public inconditionnel à toutes les formes du savoir, aux nouvelles technologies et à la culture.
- Des prestations sociales garanties, des logements à bas prix et de bonne qualité, un accès universel aux transports publics, un système de santé public de bonne qualité et accessible à tous. La protection et le développement des services publics comme instrument de partage des richesses pour lutter contre la précarité.
- L'égalité entre hommes et femmes concernant les salaires, pensions et droits à la formation permanente. Une harmonisation des droits des femmes en fonction du modèle le plus progressiste existant en Europe. La protection des droits des femmes (tel que le droit à l'avortement) contre toutes attaques.
- Le respect des droits sociaux, culturels et politiques des migrants. Une politique de co-développement qui s'appuie sur la démocratie, le respect des populations et le progrès social.
- Une adoption généralisée de politiques antidiscriminatoires à tous les niveaux
- Des politiques de protections des épargnants contre les politiques spéculatives des banques et du secteur financier.
- Nous demandons que le budget de l'UE prenne en compte la nécessité d'un nouveau type de développement social et durable dans les nouveaux Etats de l'UE, dans le but d'améliorer le niveau de vie des peuples de l'Est de l'Europe. L'introduction de l'Euro dans les pays de l'Est ne doit pas être le prétexte d'une augmentation des inégalités et d'un démantèlement social.

Ce sont là des objectifs qui peuvent être atteints pour combattre la précarisation et construire un avenir décent.

Au cours des 10 dernières années, 8,6% de la part du travail dans le PIB européen a été transféré vers la part du capital. Nous devons actionner tous les leviers politiques et économiques pour inverser cette logique. Le NON des peuples aux traités européens (lors de référendums en France, aux Pays Bas et en Irlande) et à leur politique de mise en concurrence, qui entraînent précarisation et insécurité, est la preuve que la protestation sociale et politique grandit en Europe. Nous devons construire un mouvement large, essayer d'unir les classes populaires, les syndicats, les mouvements sociaux et les forces de gauche dans une lutte commune contre la précarisation. Il est nécessaire de le faire maintenant et immédiatement.

Ne garde pas ta colère en toi. Exprime-la. Résiste. Bouge.

Organisons-nous.

Maîtrise ta vie. Combattons la précarisation.

Ensemble, avec la gauche européenne, ses organisations et les mouvements sociaux, une vie meilleure est possible.

Ce tract est diffusé largement et simultanément dans tous les pays de l'Union Européenne